

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP n° GBM 25038

RACCORDEMENTS ET SERVICES D'INTERCONNEXION RESEAUX

**Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R.
2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique**

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent document comporte 24 pages.

SOMMAIRE

1- OBJET DE LA CONSULTATION	4
2- FORME DE LA CONSULTATION	5
2.1 NOMBRE ET CONSISTANCE DU MARCHE	5
2.2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
3- DESIGNATION DES CORRESPONDANTS	5
3.1 CORRESPONDANTS : NOMBRE ET ORGANISATION	5
3.2 SOUS-TRAITANCE	6
4- PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
5- REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD).....	6
5.1 LES DISPOSITIONS DU RGPD	7
5.2 PROPRIETE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	7
5.3 LES FORMALITES A SUIVRE	8
5.4 SANCTIONS.....	10
6- PRIX	10
6.1 CONTENU ET DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT	10
6.2 VARIATION DES PRIX	10
6.3 AVANCE	11
6.4 EVOLUTION DES SOLUTIONS TECHNIQUES AU COURS DE L'ACCORD-CADRE	11
6.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	11
6.6 CAUTIONNEMENT	11
7- ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	12
7.1 PRESENTATION DE LA FACTURE	12
7.2 MENTIONS OBLIGATOIRES	12
8- PAIEMENT	13
8.1 MODALITES DE PAIEMENT.....	13
8.2 MODALITES DE REGLEMENT DU SOUS-TRAITANT (S'IL Y A LIEU)	14
8.3 NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCE	14
9- LIEUX DE LIVRAISON ET D'EXECUTION	14
10- MODALITES DE MISE EN SERVICE	14
10.1 PHASE DE DEPLOIEMENT	14
10.1.1 Définition du périmètre	14
10.1.2 Réunion de lancement	15
10.1.3 Mise en œuvre du déploiement.....	15
10.2 CREATION, MODIFICATION OU SUPPRESSION DE PRESTATIONS	15

10.2.1	Conditions d'émission des bons de commande	15
11-	PROCEDURES DE VERIFICATION.....	16
11.1	VERIFICATIONS EFFECTUEES LORS DE LA MISE EN ORDRE DE MARCHE	16
11.2	VERIFICATIONS EFFECTUEES DANS UN DELAI DE 30 JOURS CALENDAIRES A COMPTER DE LA MISE EN ORDRE DE MARCHE.....	16
12-	GARANTIE TECHNIQUE, EN CAS DE FOURNITURE DE MATERIEL	17
13-	ASSURANCE	17
14-	PENALITES POUR RETARD.....	18
14.1	PENALITES DANS LE CADRE DE LA PHASE DE DEPLOIEMENT.....	18
14.2	PENALITES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU SERVICE EN COURS DE MARCHE.....	19
14.3	PENALITES DANS LE CADRE DE LA CONTINUITE DE SERVICE	19
14.4	PENALITES DANS LE CADRE DE LA CONTINUITE DE QUALITE DE SERVICE 20	
14.5	PENALITES DANS LE CADRE DE MANQUEMENTS AU COPIL.....	20
14.6	PENALITES POUR RENDEZ-VOUS MANQUE LORS DE MISE EN SERVICE ..	21
14.7	PENALITES DANS LE CADRE D'ERREURS CONSTATEES DANS LES OUTILS DE SUPERVISION.....	21
14.8	SOMME DES PENALITES CI-DESSUS POUR L'ANNEE EN COURS.....	21
14.9	PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DU CODE DU TRAVAIL	21
15-	INTERETS MORATOIRES	22
16-	RESILIATION	22
17-	AUDITS ET EXPERTISES.....	23
18-	LITIGES.....	23
19-	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1- OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de services et matériels de télécommunications et concerne les prestations suivantes :

- Liaisons d'interconnexion réseaux et d'accès internet et services complémentaires
- Liaisons d'interconnexion des bornes GNSS (sous-réseau, récepteurs GPS),
- Souscription à une offre d'interconnexion directe vers le fournisseur OVH.
- Fourniture des matériels afférents à l'exécution des prestations ci-dessus.

L'ensemble des services de gestion et d'accompagnement associés suivants font également partie de la consultation :

- La fourniture et l'installation sur sites des matériels afférents à l'exécution des prestations,
- Un support technique dédié adapté qualitativement et quantitativement aux services fournis,
- La supervision, l'administration, l'exploitation et la maintenance des accès et des configurations,
- La mise à disposition d'outils de gestion permettant la maîtrise du parc technique, la visibilité sur les flux acheminés, la déclaration et le suivi des incidents, l'accès aux éléments de facturation et aux détails de trafic, la fourniture de données électroniques de facturation fiables et facilement retraçables par l'IGN,
- Un support commercial prenant en charge : la gestion des commandes, le recensement des nouveaux besoins, la présentation des offres d'amélioration technique des services fournis, etc.

Les objectifs de la consultation sont les suivants :

- L'optimisation des débits des sites,
- La sécurisation des accès des sites,
- La gestion de la fin du RTC,
- L'amélioration de l'interconnexion vers le partenaire clé OVH,
- La recherche d'économie et d'optimisation financière,
- La mise en place d'une gouvernance efficace avec le titulaire,
- La mise à disposition d'un catalogue de solutions techniques et de services associés répondant à la totalité des besoins de l'IGN,
- La simplicité de la gestion du marché.

Les spécifications techniques sont indiquées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2- FORME DE LA CONSULTATION

La présente consultation fait l'objet d'un appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.1 NOMBRE ET CONSISTANCE DU MARCHÉ

La consultation n'est pas allotie. La dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord cadre qui sera exécuté par l'émission des bons de commande sans minimum avec un montant maximum fixé à 1 M€ HT.

Il suit les dispositions des articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

2.2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre commence à courir à compter de sa date de notification pour une période initiale de 36 mois.

Il pourra être reconduit 1 fois pour une durée de 12 mois, par tacite reconduction sauf avis contraire expressément adressé au titulaire par le Pouvoir Adjudicateur dans un délai de 3 mois avant la fin de la période en cours.

3- DÉSIGNATION DES CORRESPONDANTS

3.1 CORRESPONDANTS : NOMBRE ET ORGANISATION

Le candidat désigne un correspondant technique et un correspondant administratif. Il décrira dans son mémoire technique, les moyens mis en œuvre pour répondre à toute demande commerciale ou technique du Pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 3.4 du CCAG TIC, le titulaire est tenu d'informer sans délai le Pouvoir adjudicateur de toutes les modifications pouvant influencer sur le déroulement du marché, notamment pour toutes les personnes nommément désignées par le titulaire et proposées en raison de leur compétences

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG TIC, le remplacement n'est pas considéré comme accepté par le Pouvoir adjudicateur tant que ce dernier ne se prononce pas sur la proposition de remplacement qui lui est faite.

En cas de changement en cours de l'accord cadre d'un des correspondants du titulaire, ce dernier devra présenter un nouveau correspondant avec des compétences identiques.

3.2 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise et soumise à l'acceptation du pouvoir adjudicateur. Dans le cas où la sous-traitance serait envisagée au moment de la remise de l'offre, le candidat remplit l'acte de sous-traitance et l'annexe à l'Acte d'Engagement. Dans le cas où la sous-traitance serait envisagée en cours d'exécution de l'accord-cadre, les dispositions de l'article 3.6 du CCAG TIC (Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Technologies de l'Information et de la Communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) s'appliquent ainsi que les dispositions des articles R2193-3 à R2193-22 du Code de la commande publique.

En cas de non-respect de ces prescriptions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 3.6.3 du CCAG sus-visé.

4- PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seule foi, est constitué, par dérogation à l'article 4 du CCAG-TIC, par les pièces contractuelles suivantes, classées par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° GBM 25038,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° GBM 25039;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La proposition technique du titulaire ;
- L'annexe technique « éligibilité » ;
- Le catalogue du titulaire.

En cas de contradiction entre plusieurs dispositions contractuelles, le document de rang supérieur prévaudra.

Bien que non jointe matériellement au marché, le CCAG-TIC est réputé en faire partie intégrante. Le titulaire, ses cotraitants et/ou sous-traitants éventuels ne pourront donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

5- REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le titulaire s'engage dans le cadre de sa démarche qualité à respecter (et à faire respecter par les membres de son personnel et de ses éventuels sous-traitants) la confidentialité de l'ensemble des informations techniques et des données relatives aux utilisateurs (nom, coordonnées, détail des consommations individuelles, etc...).

5.1 LES DISPOSITIONS DU RGPD

En application du nouveau Règlement Général sur la Protection de Données (RGPD) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles, tous les cocontractants ou titulaires du Pouvoir adjudicateur doivent se conformer aux nouvelles dispositions issues du RGPD. A partir du 25 mai 2018, les règles ci-dessous doivent être respectées.

A ce titre, le Titulaire exécutera les prestations décrites en suivant ces règles :

- Le respect de la confidentialité des données nominatives collectées : A ce titre, il est strictement interdit au Titulaire de transmettre les données collectées par lui-même, à un tiers étranger au contrat de prestation.
- Le Pouvoir adjudicateur n'effectue aucun transfert de données personnelles Hors Union Européenne. Il est strictement interdit au titulaire d'effectuer des transferts Hors Union européenne de données personnelles issues des traitements exploités pour le compte du Pouvoir adjudicateur.
- Le Titulaire devra tenir un registre pour le(s) traitement(s) qu'il réalise pour le Pouvoir adjudicateur, afin d'organiser la traçabilité du/des traitements et devra le transmettre au Pouvoir adjudicateur si ce dernier en fait la demande. Ce registre (art. 30 RGPD) contient la finalité principale, les noms, et prénoms et adresses des personnes qui traitent les données nominatives, l'intitulé du traitement, la durée du traitement, les moyens de sécurité (art. 32 RGPD) protégeant les données que le titulaire utilise y compris la durée de conservation de ces données.
- Le Titulaire garantit au Pouvoir adjudicateur qu'il respectera strictement le régime de la protection des données nominatives dans tous les traitements de données à caractère personnel qu'il effectue.
- Le Titulaire a en charge tout au long du contrat, de rédiger et tenir à jour le Registre de Traitement des données qu'il possède.

5.2 PROPRIETE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Pouvoir adjudicateur est propriétaire de l'intégralité des informations constitutives de données à caractère personnel traitées par les cocontractants ou titulaires dans le cadre du présent marché, dont celui-ci aura connaissance ou entrera en possession, de quelque manière que ce soit, à quelque moment que ce soit.

A ce titre, le Pouvoir adjudicateur jouira des droits suivants à l'égard desdites données :

- **Un droit de regard sur les données traitées dans le cadre du Marché**

Le pouvoir adjudicateur disposera d'un droit d'accès aux données à caractère personnel traitées par les cocontractants ou titulaires, et à ce titre du droit d'exiger de ceux-ci à tout moment et sans motif la communication, sous un format standard de son choix, de la liste de l'intégralité des catégories de données qu'ils traitent pour l'exécution du présent marché.

- **Un droit d'opposition**

Le pouvoir adjudicateur disposera du droit de s'opposer au traitement, par les cocontractants ou titulaires, de données à caractère personnel qu'il jugera non nécessaire à l'exécution du présent marché.

L'opposition sera communiquée par tout moyen (écrit/courriel...) aux cocontractants ou titulaires, qui seront tenus de procéder à l'effacement des données visées par le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et de confirmer au pouvoir adjudicateur la suppression desdites données par écrit dans les plus brefs délais.

- **Un droit d'exiger une collaboration** des cocontractants ou titulaires dans la réalisation des analyses d'impact des données personnelles sensibles.
- **Le droit à l'information préalable du recrutement** d'un sous-traitant par les cocontractants ou titulaires en cas de traitement des données personnelles faisant l'objet du présent marché.

Toute demande d'accès à des données à caractère personnel traitées par les cocontractants ou titulaires, ainsi que toute réclamation, opposition, et tout exercice du droit au retrait du consentement ou à la portabilité des données, sera prise en charge par le pouvoir adjudicateur.

5.3 LES FORMALITES A SUIVRE

Le Respect des normes applicables à la collecte et au traitement de données à caractère personnel fait intervenir les formalités suivantes :

- Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements de données à caractère personnel

En sa qualité de responsable des traitements de données à caractère personnel, le Pouvoir adjudicateur effectuera toutes les formalités préalables à la mise en service des traitements mis en œuvre par les cocontractants ou titulaires.

A cette fin, les cocontractants ou titulaires seront tenus de communiquer au pouvoir adjudicateur, par tout moyen écrit et au plus tard à la date de la notification du marché, les informations visées ci-dessous relatives aux traitements de données à caractère personnel mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations. Cette exigence s'applique à l'ensemble des traitements de données à caractère personnel créés et/ou mis en œuvre par les cocontractants ou titulaires et leurs préposés, salariés ou non, dans le cadre du présent marché, quel qu'en soit la forme ou le support, dématérialisé ou non, ou la date de création ou de mise en service.

Conformément à l'alinéa précédent, les cocontractants ou titulaires sont tenus de renseigner le pouvoir adjudicateur, pour chacun de ces traitements, sur les éléments suivants :

1. Intitulé/description du traitement,
2. Identité du ou des administrateurs, du Délégué à la protection des données,
3. Finalité détaillée du traitement : mission en vue de laquelle les données sont traitées,
4. Date de mise en exploitation,

5. Ensemble des personnes physiques ou morales susceptibles d'avoir accès aux données traitées, préposés du candidat ou tiers,
 6. Catégorie d'informations concernant le traitement : Identité, Logement, Santé, sécurité sociale...
 7. Mesures de sauvegarde,
 8. Modalités de sécurisation du traitement des données,
 9. Le moyen de communication en cas de violation des données à caractère personnel
- Délégué à la protection des données du candidat ou interlocuteur habilité

Au jour de la signature du présent marché, les cocontractants ou les titulaires informent le Pouvoir adjudicateur, par tout moyen écrit, de l'identité et des coordonnées de leurs Délégués à la protection des données respectifs, ou de tout autre de leurs préposés habilités à traiter les questions relatives à la collecte et au traitement de données à caractère personnel. Le Délégué à la protection des données ou le préposé habilité sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur dans ces domaines.

En cas de modification ultérieure de l'identité et/ou des coordonnées de l'interlocuteur susvisé, les cocontractants ou titulaires en informe le Pouvoir adjudicateur sans délai et par tout moyen écrit.

- Mesures de sécurisation des traitements de données à caractère personnel et prescriptions relatives au respect des droits des personnes concernées
- Les cocontractants ou titulaires garantissent au Pouvoir adjudicateur que l'ensemble des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché, sont en tout point en conformité avec toute norme relative à la sécurisation et au respect des droits des personnes concernées, qui leur est applicable.

Dans cette optique, les cocontractants ou titulaires attestent que chaque traitement est assorti de toute mesure technique et organisationnelle destinée à satisfaire à toute exigence légale en la matière.

- Les cocontractants ou titulaires s'engagent à maintenir pendant toute la durée de l'exécution du présent marché la conformité des traitements de données à caractère personnel aux normes susvisées qui leur sont applicables, quelle que soit la date de leur entrée en vigueur. A ce titre, ils seront tenus de prendre en compte, dans l'exécution de leurs prestations, toute exigence légale ou réglementaire née postérieurement à la signature du présent marché. A ce titre également, le cas échéant, ils devront mettre en œuvre toute prescription technique et/ou organisationnelle de sécurisation ou visant au respect des droits des intéressés, édictée par le Pouvoir adjudicateur au regard des normes en vigueur.
- Une obligation de notification immédiate au Pouvoir adjudicateur en cas de violation de données à caractère personnel durant le traitement de celles-ci, pèse sur le cocontractant ou tiers travaillant pour le compte du Pouvoir adjudicateur et lorsque cette violation intervient lors du traitement réalisé par le cocontractant ou tiers intéressés. Cette notification intervient dans les 24h suivant l'incident afin de permettre au Pouvoir adjudicateur d'aviser à son tour la CNIL dans les 72h.

5.4 SANCTIONS

En cas de non-respect de l'une ou plusieurs dispositions du présent article 9, les cocontractants ou titulaires s'exposent à des poursuites judiciaires de la part du pouvoir adjudicateur et le cas échéant des intéressés, ce, sans préjudice des poursuites susceptibles d'être diligentées par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). En cas de violation du secret professionnel, il sera fait application du CCAG-TIC.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

6- PRIX

6.1 CONTENU ET DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

Les prix applicables durant toute la durée de l'accord-cadre sont basés sur le bordereau de prix unitaires du titulaire complété des remises associées et sur le catalogue tarifaire.

Ils s'appuient :

- Soit sur le tarif général public du titulaire,
- Soit sur une liste de prix déposée auprès de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes en vigueur à la date d'établissement de l'offre

Les remises peuvent s'appliquer soit globalement sur l'ensemble du catalogue soit par ligne de service proposée.

Il tient compte de toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services.

6.2 VARIATION DES PRIX

Les prix sont ajustables et les remises sont fermes.

Le mode d'ajustement des prix découle des prix applicables tel que défini au 6.1 ci-dessus :

Les prix sont ajustables par référence au dit tarif général public et/ou homologué. Le titulaire s'engage à faire bénéficier le Pouvoir adjudicateur des baisses de tarifs ou offres promotionnelles qu'il consent à l'ensemble de sa clientèle.

En cas de modification du tarif général public, le titulaire s'engage à adresser au Pouvoir adjudicateur un exemplaire de sa nouvelle tarification publique comportant mention de la remise initiale accordée au Pouvoir adjudicateur dès sa parution et au plus tard huit (8) jours après sa date d'entrée en vigueur, par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Le Pouvoir adjudicateur pourra bénéficier des offres promotionnelles établies par le titulaire qui seront économiquement plus intéressantes que les prix tels que définis aux bordereaux

des prix. À cette fin, le titulaire informera la Direction des Systèmes d'Information de l'existence de la promotion dès qu'il en aura connaissance.

Par ailleurs, le titulaire informera le Pouvoir adjudicateur de toutes les évolutions technologiques concernant l'objet de l'accord-cadre.

6.3 AVANCE

Une avance (hors consommations) pourra être allouée au titulaire sous réserve de la constitution de garantie à première demande prévue à l'article 6.6 du présent CCAP ; elle sera égale à 5 % du montant du 1^{er} Bon de Commande ramené à l'année.

Toutefois, le titulaire peut refuser cette avance.

6.4 EVOLUTION DES SOLUTIONS TECHNIQUES AU COURS DE L'ACCORD-CADRE

Sur proposition du titulaire, le Pouvoir adjudicateur pourra accepter ou refuser l'intégration de nouvelles solutions techniques en remplacement ou en complément des solutions existantes. Le titulaire est tenu d'informer le Pouvoir adjudicateur de tout changement par lettre recommandée et de fournir la mise à jour correspondante de son catalogue. Le pourcentage de remise initialement consenti par le titulaire ne peut être remis en cause.

6.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée de l'Accord-cadre à la date du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % des prestations globales du titulaire établie sur une base de calcul annuelle.

Cette clause ne s'applique pas aux tarifs homologués.

La méthode de calcul permettant d'apprécier le pourcentage de variation sera la suivante : Il sera procédé par simulation à chaque changement de tarif à la hausse sur la base des usages moyens des 12 derniers mois glissants, et du périmètre des contrats et services commandés à la date de modification (hors prestations occasionnelles). La projection comparative annuelle des dépenses, avant et après évolution tarifaire permettra d'établir le % global de l'évolution.

6.6 CAUTIONNEMENT

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

Toutefois, en application de l'article R2191-7 du code de la commande publique, s'il accepte le versement de l'avance prévue à l'article précédent, une garantie à première demande égale au montant de ladite avance devra être constituée.

Cette garantie à première demande pourra être remplacée, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Le versement de l'avance ne pourra être mandaté qu'après la constitution de la garantie ou de la caution.

Cette garantie à première demande doit être fournie dans les quinze jours qui suivent la notification de l'Accord-cadre. Passé ce délai, l'avance sera considérée comme refusée.

7- ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

7.1 PRESENTATION DE LA FACTURE

Le titulaire établira une ou plusieurs factures détaillées selon les modalités définies lors de la mise au point de l'Accord-cadre.

Les factures sont rédigées en langue française à l'exception des termes étrangers des techniques informatiques et de télécommunications habituellement utilisées.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation est étendue à l'ensemble des entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont:

- - le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- - le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 – courriel : service.facturier@ign.fr).

7.2 MENTIONS OBLIGATOIRES

Les retenues dont le titulaire est redevable sont déduites, par compensation, de la facture la plus proche. Les factures porteront toutes, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date,
- Les références de l'accord-cadre (N° de l'accord-cadre, date de l'accord-cadre), et le cas échéant, de chaque avenant,

- Les noms et adresses du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Numéro d'appel ou de contrat,
- Nom du titulaire de l'accès et / ou du site,
- Le montant hors TVA et la désignation exacte de la fourniture livrée ou de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour,
- Le montant et la désignation des prestations accessoires,
- Les remises appliquées,
- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

Il est précisé que les abonnements seront facturés à terme à échoir.

Pour les types de prestations listés ci-après, les factures porteront en sus les indications suivantes :

- **Services Internet**
 - Débit et type de liaison,
 - Adresse d'installation,
 - Référence technique de la liaison permettant son identification en cas d'intervention ou de problème technique,
 - Le détail de l'abonnement, des services souscrits et des prestations ponctuelles ou récurrentes,
- **Services d'Interconnexion**
 - Débit et type de liaison,
 - Adresse d'installation,
 - Référence technique de la liaison permettant son identification en cas d'intervention ou de problème technique,
 - Le détail de l'abonnement, des services souscrits et des prestations ponctuelles ou récurrentes,

A défaut des mentions obligatoires précitées, la facture peut être rejetée et le délai global de paiement suspendu, après notification au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception et jusqu'à la régularisation des mentions de la facture par le titulaire de l'accord cadre.

8- PAIEMENT

8.1 MODALITES DE PAIEMENT

Après avoir effectué un contrôle qualitatif et quantitatif (contrôle de la facturation) du service fait, le Pouvoir adjudicateur procède à un paiement partiel (en cas d'erreur) ou total de la prestation.

Le règlement est effectué en Euros, selon les règles de la comptabilité Publique, par mandat administratif et virement au compte ouvert au nom du titulaire, à partir de son RIB ou de son RIP original.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

8.2 MODALITES DE REGLEMENT DU SOUS-TRAITANT (S'IL Y A LIEU)

Application des articles R2193-1 à R2193-2 du Code de la commande publique.

8.3 NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCE

Application des articles R2191-45 à R2191-50 du Code de la commande publique.

CHAPITRE 3 : EXECUTION DE LA PRESTATION

9- LIEUX DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION

Les lieux de livraison des matériels et fournitures, d'exécution des prestations sont définis au CCTP ou sur les bons de commande.

La liste des sites est susceptible d'évoluer au cours de l'accord-cadre (déménagement, suppression, ou ajout de sites). En cas de suppression, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

10- MODALITÉS DE MISE EN SERVICE

10.1 PHASE DE DEPLOIEMENT

10.1.1 Définition du périmètre

Le périmètre décrit un ensemble d'accès ou de services que le titulaire prend en charge à l'ouverture de l'accord cadre qui lui est attribué. Chaque accès ou service est recensé au minimum par :

- Le numéro d'appel et/ou les références du contrat,
- Le type d'abonnement et les services et/ou équipements associés,
- L'adresse d'installation de l'accès,
- La structure de facturation associée.

Le périmètre de base comprend, par défaut, l'ensemble des contrats disponibles à cette date. D'autres contrats peuvent être intégrés par la suite par l'émission d'un bon de commande.

10.1.2 Réunion de lancement

Après notification de l'accord-cadre, une réunion entre le titulaire et le(les) représentant(s) du Pouvoir adjudicateur est mise en œuvre afin de mettre au point et de valider le périmètre des prestations.

Lors de cette réunion, sont fixées :

- La date butoir de validation du périmètre,
- La durée de la phase de déploiement (si elle est inférieure à celle indiquée au CCTP),
- Les modalités exactes de déploiements

La réunion fait l'objet d'un procès-verbal. Ce dernier fait foi en cas de litiges sur les dates et durées fixées lors de cette réunion.

10.1.3 Mise en œuvre du déploiement

Après étude par le titulaire et le représentant du Pouvoir adjudicateur du périmètre initial, le titulaire se met en conformité avec les conditions de déploiement des solutions techniques et/ou concernant les services (facturation par exemple) fixées ou validées lors de la réunion de lancement pour prendre en compte le périmètre défini.

À l'issue de la mise en œuvre, conformément aux délais d'exécution, le contenu du périmètre est vérifié avant toute réception de mise en service.

À la suite de la mise en œuvre de l'accord-cadre, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de dispenser le titulaire, s'il est reconduit, de cette procédure de contrôle et de réception. Cette dispense est valable pour tout ou partie du périmètre.

N.B. : L'offre du titulaire explicite précisément la méthodologie qu'il compte mettre en œuvre pour mener à bien l'opération de déploiement (basculement du ou des précédent(s) titulaire(s) au nouveau) sans rupture de service et explique les incidences précises sur les équipements du Pouvoir adjudicateur pendant cette phase.

10.2 CREATION, MODIFICATION OU SUPPRESSION DE PRESTATIONS

10.2.1 Conditions d'émission des bons de commande

La mise en œuvre, la modification ou la suppression des prestations sont notifiées par bon de commande conformément aux clauses du présent accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la validité de l'accord cadre.

Les bons de commande sont datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire par courrier, fax ou e-mail et comportent les mentions nécessaires à l'exécution de ces bons. Celles-ci sont précisées à la mise en œuvre de l'accord-cadre. Le titulaire peut proposer un mode de présentation qui lui est propre, ou la possibilité de réaliser des créations, modifications et résiliations au format web.

11- PROCÉDURES DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérifications définies ci-dessous sont applicables à l'ensemble des prestations et sont régies par les articles 30 à 34 du CCAG-TIC.

11.1 VERIFICATIONS EFFECTUEES LORS DE LA MISE EN ORDRE DE MARCHE

Pour chaque type de livraison ou de mise à disposition ci-dessous, les vérifications effectuées par le Pouvoir adjudicateur peuvent prendre les formes suivantes :

- Pour le raccordement direct au réseau de l'opérateur, le Pouvoir adjudicateur ou une personne mandatée par ses soins procède à une vérification sur les travaux de raccordement de la limite de propriété jusqu'au local technique où se situent les équipements à raccorder. Des essais d'établissement sont effectués afin de constater le bon fonctionnement.
- Pour les services d'accès Internet :
 - Dans le cas de la mise à disposition d'une solution d'accès vers un réseau externe (privé ou public), des tests de transfert de fichiers ou d'applications sensibles sont réalisés afin de vérifier les performances et les caractéristiques de l'accès mis en œuvre : débit garanti, débit crête, classe de service, accès à Internet, échange de courriers électroniques, ...
- Pour les outils d'aide à la gestion et autres logiciels, la vérification quantitative et qualitative s'effectue :
 - Par utilisation réussie du logiciel (paramétrage, sortie d'un état de reporting),
 - Pour les outils d'aide à la gestion sous la forme de courrier électronique : par réception du premier jeu de données informatiques et vérification générale du contenu en matière de structure du fichier transmis,
 - Pour les outils délivrés sous forme d'extranet : par une première connexion réussie et vérification générale du contenu en matière de structure du ou des fichiers mis à disposition.

Le prestataire peut proposer (au moment de la rédaction de son offre ou dans un document spécifique présenté lors de la réunion de lancement du déploiement) des procédures qui lui sont propres dans la mesure où elles permettent la bonne vérification de mise en ordre de marche. Ces procédures sont soumises à l'approbation des représentants dûment habilités du Pouvoir adjudicateur.

11.2 VERIFICATIONS EFFECTUEES DANS UN DELAI DE 30 JOURS CALENDAIRES A COMPTER DE LA MISE EN ORDRE DE MARCHE

Avant l'admission, les vérifications peuvent prendre la forme suivante :

- Analyse des demandes d'interventions et de leurs comptes rendus,
- Prise en compte des remarques des utilisateurs et résolution des dysfonctionnements mineurs constatés.

Conformément aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC, la décision du Pouvoir adjudicateur peut être l'admission, avec ou sans réfaction, l'ajournement ou le rejet.

- Admission :

Les prestations sont conformes aux spécifications techniques énoncées dans le CCTP et dans l'offre du titulaire.

- Ajournement :

Les prestations ne sont pas conformes aux spécifications ; le Pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement et accorde au titulaire un délai fixé dans la décision pour effectuer une nouvelle mise en ordre de marche ; les frais correspondants (livraison, déplacements...) sont exclusivement à la charge du titulaire.

À l'issue de la nouvelle mise en ordre de marche, le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérifications égal au délai initial pour effectuer à nouveau les vérifications.

- Réfaction :

Les prestations ne sont pas entièrement conformes mais néanmoins recevables en l'état ; le Pouvoir adjudicateur peut décider d'accepter les prestations moyennant réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

- Rejet :

Le Pouvoir adjudicateur prononce le rejet de la prestation concernée. Aucune facture ne peut être adressée au Pouvoir adjudicateur pour les prestations concernées par le rejet.

Toute décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet entraîne la suspension des factures afférentes à la prestation en question.

12- GARANTIE TECHNIQUE, EN CAS DE FOURNITURE DE MATERIEL

Le présent Accord-cadre comporte la garantie technique du titulaire contre tout risque de dysfonctionnement ou défaut dans l'exécution des prestations pendant un délai minimum d'un an à compter de la mise en service des équipements ou services. À cet effet, le titulaire s'engage à remplacer, à la demande du Pouvoir adjudicateur, tout équipement défectueux dans la limite des délais mentionnés au cadre de réponses relatif aux délais et pénalités.

Toutefois, si le titulaire propose une garantie supérieure au délai mentionné ci-dessus dans sa proposition, cette garantie sera réputée acceptée sans autre formalité.

13- ASSURANCE

Le titulaire assure les matériels ou les fournitures jusqu'à l'admission.

14- PÉNALITÉS POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de non-respect de ses engagements et des délais stipulés au CCTP pour les délais de déploiement et dans la proposition technique pour les délais de réalisation en cours d'exécution, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes. Si un délai inférieur a été proposé par le titulaire, l'application des pénalités débute à partir du premier jour ou de la première heure suivant l'engagement du titulaire. Les pénalités sont dues quelques soient leurs montants, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC.

Il est à noter que le décompte des jours de retard s'effectue en jours calendaires et celui des heures sur la base des plages d'interventions stipulées au CCTP. La date de démarrage correspond à la date de l'accusé de réception, ou à défaut au plus tard 3 jours après l'émission, du bon de commande adressé par mail ou par courrier postal.

En cas d'informations incomplètes dans la commande et nécessaires à la mise en œuvre des prestations concernées, le titulaire dispose des 3 jours après l'émission de la commande pour en faire part au pouvoir adjudicateur ; à défaut la commande est jugée conforme et les délais de réalisation débutent.

14.1 PENALITES DANS LE CADRE DE LA PHASE DE DEPLOIEMENT

Pour les raccordements téléphoniques, IP , T2 et les liaisons d'interconnexion réseaux et d'accès et internet sur support fibre optique :

Pénalité $P = R \cdot V \cdot N$

P = montant de la pénalité

R = Nombre de jours de retard

V= 200 € HT

N= Nombre de liens

Pour les autres accès numériques en téléphonie fixe (T0) et les liaisons symétriques d'interconnexion réseaux et d'accès et internet sur support cuivre :

Pénalité $P = R \cdot V \cdot N$

P = montant de la pénalité

R = Nombre de jours de retard

V= 100 € HT

N= Nombre de liens

Pour les accès analogiques de téléphonie fixe et les liaisons asymétriques d'interconnexion réseaux et d'accès et internet :

Pénalité $P = R \cdot V \cdot N$

P = montant de la pénalité

R = Nombre de jours de retard

V= 60 € HT

N= Nombre d'accès

14.2 PENALITES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU SERVICE EN COURS DE MARCHÉ

Pour les mises en service en cours de marché pour l'ensemble des prestations:

Le nombre de jours pour le calcul des pénalités est établi au-delà du délai de mise en service des prestations concernées, les délais pris en compte correspondent aux délais complétés par le titulaire dans l'« annexe technique délais ».

En cas de dépassement de la durée de mise en service contractuelle d'un accès ou d'un service, ou la fourniture d'un matériel la pénalité suivante est appliquée par prestation unitaire pour l'ensemble des marchés :

Pénalité $P = R \cdot V \cdot N$

P = montant de la pénalité

R = Nombre de jours de retard

V= 30 % du montant de l'abonnement mensuel

N = Nombre d'accès ou prestations concerné

14.3 PENALITES DANS LE CADRE DE LA CONTINUITE DE SERVICE

Les pénalités ci-après s'appliquent dans le cas d'une indisponibilité des liaisons et des services pour des coupures franches avec inaccessibilité prolongée et pour les instabilités importantes type bagotage, elles s'appliquent également pour les instabilités, provoquant des coupures et des reconnexion (limite fixée à + de 3 coupures par périodes d'observation de 30 minutes).

Pour les raccordements téléphoniques (+ 6 de canaux voix) et les liaisons d'interconnexion réseaux et d'accès internet sur support fibre optique :

Pénalité $P = R \cdot V \cdot N$

P = montant de la pénalité

R = Nombre d'heures d'indisponibilité

V= 50 % du montant de l'abonnement mensuel

N = Nombre d'accès concerné

Pour les autres accès et services du présent marché :

Pénalité $P = R \cdot V \cdot N$

P = montant de la pénalité

R = Nombre d'heures d'indisponibilité

V= 20 % du montant de l'abonnement mensuel

N = Nombre d'accès ou prestations concerné

Pour l'ensemble des accès et services :

Si les prestations ne sont pas rétablies au-delà de 12H ouvrées, le montant total de la valeur des pénalités est augmenté de 20 %.

14.4 PENALITES DANS LE CADRE DE LA CONTINUE DE QUALITE DE SERVICE

Les pénalités ci-après s'appliquent dans le cas d'instabilités importantes liées au non-respect par le titulaire des niveaux de qualité de service exprimés dans le CCTP (débit des accès, délais de transit, perte de paquet, échos pour la voix, etc...).

Pour les raccordements téléphoniques (+ 6 de canaux voix) et les liaisons d'interconnexion réseaux et d'accès internet sur support fibre optique :

Pénalité **$P = R \cdot V \cdot N$**

P = montant de la pénalité

R = Nombre d'heures d'indisponibilité

V= 30 % du montant de l'abonnement mensuel

N = Nombre d'accès concerné

Pour les autres accès et services du présent marché :

Pénalité **$P = R \cdot V \cdot N$**

P = montant de la pénalité

R = Nombre d'heures d'indisponibilité

V= 10 % du montant de l'abonnement mensuel

N = Nombre d'accès ou prestations concerné

Pour l'ensemble des accès et services :

Si les engagements de qualité de services ne sont pas rétablis au-delà de 12H ouvrées, le montant total de la valeur des pénalités est augmenté de 10 %.

14.5 PENALITES DANS LE CADRE DE MANQUEMENTS AU COPIL

Pour permettre d'assurer le suivi de la bonne exécution du marché, des Comités de Pilotage seront planifiées chaque mois, semestre ou année.

Le responsable désigné par le titulaire devra obligatoirement assister aux dites réunions. Les convocations seront adressées par le titulaire au minimum 15 jours avant la date fixée.

Toute réunion donnera lieu à l'établissement par le titulaire d'un compte-rendu transmis à chaque participant, après validation par le Pouvoir adjudicateur.

Chaque absence donnera lieu à l'application d'une pénalité de 150 € :

Pénalité **$P = R \cdot V$**

P = montant de la pénalité

R = Nombre de réunions manquées

V= 150 € HT

14.6 PENALITES POUR RENDEZ-VOUS MANQUE LORS DE MISE EN SERVICE

Pour toute intervention sur site nécessitant la monopolisation et/ou le déplacement de ressources du Pouvoir adjudicateur, au-delà de 3 Interventions non honorées par an, une pénalité de 50 € sera due par le titulaire pour chacune des interventions non effectuées à l'heure prévue (tolérance d'une demi-heure)

$$P = R \times V$$

P = montant de la pénalité

R = Nombre de rendez-vous manqués

V= 50 €HT

14.7 PENALITES DANS LE CADRE D'ERREURS CONSTATEES DANS LES OUTILS DE SUPERVISION

Des pénalités seront appliquées si l'outil de supervision ne satisfait pas aux exigences du Pouvoir adjudicateur en termes de délais de mise à jour et d'exactitude des informations mises à disposition.

$$P = R \times V$$

P = montant de la pénalité

R = Nombre de jours d'erreurs ou d'indisponibilité

V= 150 € HT

14.8 SOMME DES PENALITES CI-DESSUS POUR L'ANNEE EN COURS

Ces pénalités sont cumulables. Lorsque le montant des pénalités dépasse 5 % des sommes annuelles normalement dues par le Pouvoir adjudicateur au titulaire en rémunération de ses services, celui-ci se réserve le droit de résilier le présent Accord-cadre sans indemnité et sans délai.

14.9 PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DU CODE DU TRAVAIL

Une pénalité peut être infligée au titulaire de l'accord-cadre s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant de l'Accord-cadre et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

15- INTÉRÊTS MORATOIRES

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

CHAPITRE IV : RESILIATION DU MARCHE / EXECUTION PAR DEFAUT

16- RÉSILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié dans les cas et selon les conditions prévues aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

Conformément à l'article 51 du CCAG-TIC, le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Le titulaire sera tenu d'exécuter les obligations relatives au présent accord-cadre jusqu'à la date effective de sa réalisation.

Sans préjudice des cas de résiliation prévus par les articles 49.1, 49.3 et 50 du CCAG-TIC, l'accord-cadre pourra être résilié par le Pouvoir adjudicateur, sans indemnité, pour les causes exposées ci-dessous :

- A -** Au cas où le titulaire cesserait d'assurer l'objet de l'accord-cadre dont il est attributaire, pour quelque motif que ce soit pendant un délai supérieur à 20 (vingt) jours de calendrier, il est procédé de droit à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.
- B -** Au-delà de 40 jours d'un dépassement de délai sur un bon de commande, la résiliation du Pouvoir adjudicateur intervient de droit sur simple décision de ce dernier. Les pénalités de retard décomptées antérieurement à la résiliation restent acquises au Pouvoir adjudicateur. Le titulaire est informé de cette résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toutefois, si le titulaire ne peut tenir ses engagements par suite de circonstances découlant de cas de force majeure définis ci-après, il recherche avec le Pouvoir adjudicateur toute mesure à prendre. Si aucune mesure ne peut être trouvée, l'accord-cadre est résilié de droit sans qu'aucune des parties n'ait à verser à l'autre une indemnité de quelque nature que ce soit.

Sont tenues pour cas de force majeure les conséquences économiques et financières sur l'une des parties des événements suivants : guerre, émeutes et mouvements populaires en France, inondations, calamités naturelles. Inversement l'incendie comme la grève des préposés du titulaire ou de ses fournisseurs ou des entreprises

dont il utilise les services ne sont pas tenus comme cas de force majeure quelles que soient leurs conséquences.

- C -** Pour des causes administratives, voire délictuelles graves telles que violation du secret professionnel, fausse déclaration en matière de régularité sociale et fiscale, emploi de main d'œuvre illégale, etc.
- D -** En cas de violation du secret professionnel, l'accord cadre serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire (cf. § 5).
- E -** Éventuellement, si le changement de tarif conduit à une augmentation supérieure à 2 % l'an (cf. § 6.4).

CHAPITRE V : DIFFERENDS ET LITIGES

17- AUDITS ET EXPERTISES

Le Pouvoir adjudicateur peut faire procéder, à ses frais, à tout audit ou expertise non invasive des matériels ou des fournitures délivrées ou des prestations assurées qu'il estime nécessaire.

Le titulaire est tenu de répondre aux questions de l'auditeur ou de l'expert sans pouvoir exiger un complément de rémunération pour le temps qu'il consacre à ces entretiens.

18- LITIGES

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en français.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du (des) titulaire(s), la loi française est seule applicable.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera porté devant le Tribunal Administratif de Paris.

19- DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les paragraphes suivants dérogent aux articles du CCAG-TIC comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Paragraphe du présent document	Article du CCAG
3.1	3.4.3
4	4
14	14